

DE : Madame Geneviève Guilbault
Ministre des Transports et de la Mobilité durable

Le 14 février 2024

TITRE : Règlement modifiant le Règlement sur le transport rémunéré de personnes par automobile

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1- Contexte

La Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (LTRPA) a été adoptée le 10 octobre 2019 et ses dispositions sont majoritairement entrées en vigueur le 10 octobre 2020. Elle a pour principal objectif d'assurer la sécurité de la clientèle et la transparence du prix des courses. Elle vise également à :

- établir un cadre équitable pour les différents services, modèles d'affaires et modes de répartition de courses;
- favoriser l'accès des personnes handicapées au transport rémunéré de personnes par automobile;
- faciliter l'émergence de moyens technologiques et de modes de mobilité, dans une perspective de développement durable.

L'entrée en vigueur de la LTRPA est venue abroger la Loi concernant les services de transport par taxi (chapitre S-6.01, r. 3) et ses règlements d'application, le 10 octobre 2020. Cette loi encadrerait les services de transport par taxi du Québec depuis 2001.

Le Règlement sur le transport rémunéré de personnes par automobile (chapitre T-11.2, r.4) est le règlement d'application de la LTRPA. Il est entré en vigueur le 10 octobre 2020.

2- Raison d'être de l'intervention

Le projet de *Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 22 mars 2022 et modifiant d'autres dispositions législatives* (projet de loi n° 7) du ministre des Finances a été sanctionné le 31 mai 2023. Il inclut six dispositions modifiant la LTRPA, incluant deux habilitations réglementaires prévues au nouvel article 61.1 LTRPA (nos soulignés) :

« **61.1.** Le chauffeur qualifié qui offre un transport rémunéré de personnes par automobile dont le point de départ est un lieu déterminé par règlement du ministre doit y être autorisé par le responsable du lieu. Il doit avoir en sa possession une reproduction de l'autorisation ainsi délivrée. Ce règlement précise la forme et la teneur de l'autorisation.

Le responsable du lieu doit voir à la tenue d'un registre des autorisations qu'il délivre. Les conditions et les modalités relatives à la tenue et à la conservation du

registre et celles relatives au partage des renseignements qu'il contient avec la Société, la Commission et les personnes agissant comme inspecteurs pour l'application de la présente loi sont prévues par règlement du gouvernement. »

À la suite de l'entrée en vigueur du deuxième alinéa du nouvel article 61.1 de la LTRPA, une modification au Règlement sur le transport rémunéré de personnes par automobile est requise afin d'en assurer la mise en œuvre.

Un projet de *Règlement de la ministre concernant l'autorisation qu'un chauffeur qualifié doit obtenir pour offrir un transport rémunéré de personnes à partir de certains lieux* a également été publié pour commentaires à la Gazette officielle du Québec le 18 décembre 2023. Ce règlement vise à désigner l'Aéroport international Montréal-Trudeau comme premier lieu nécessitant une autorisation du responsable de ce lieu, soit Aéroports de Montréal, pour y offrir du transport rémunéré de personnes par automobile. Le règlement du gouvernement proposé au présent mémoire est requis pour permettre un contrôle optimal des autorisations délivrées par Aéroports de Montréal en application de ce règlement de la ministre.

3- Objectifs poursuivis

Les mesures proposées dans le présent mémoire visent à prévoir les conditions et les modalités relatives à la tenue et à la conservation du registre des autorisations que doit tenir le responsable d'un lieu désigné par la ministre en vertu de l'article 61.1 LTRPA. Il établit également les conditions et les modalités relatives au partage des renseignements contenus dans ce registre, notamment avec la Société de l'assurance automobile du Québec, qui détient les informations relatives aux chauffeurs et aux automobiles qualifiées et assure l'application de la LTRPA sur l'ensemble du territoire québécois par l'entremise de Contrôle routier Québec.

À cet effet, tout agent de la paix et toute personne désignée par la ministre des Transports et de la Mobilité durable peut agir comme inspecteur et enquêteur en application de la LTRPA. Les agents de la paix œuvrant pour Contrôle routier Québec sont les principaux responsables de l'application de la LTRPA, en vertu d'une entente entre le ministère des Transports et de la Mobilité durable et la Société de l'assurance automobile du Québec. Les agents de la sûreté aéroportuaire à Aéroports de Montréal font également l'objet d'une désignation nominative de la ministre pour agir comme inspecteur et enquêteur en application de la LTRPA, depuis le 3 août 2023.

La mesure proposée a comme objectif de donner les outils nécessaires aux agents de la paix, aux inspecteurs responsables de l'application de la LTRPA et au directeur des poursuites criminelles et pénales pour mettre en œuvre efficacement les dispositions de l'article 61.1 LTRPA.

4- Propositions

Il est proposé de modifier le Règlement sur le transport rémunéré de personnes par automobile afin d'y intégrer de nouvelles dispositions prévoyant que le responsable d'un lieu désigné par la ministre en application de l'article 61.1 LTRPA doit tenir un registre des autorisations qu'il délivre dans le respect des modalités suivantes :

- Les données inscrites au registre sont conservées tant que l'autorisation est valide et pendant 5 ans suivant son expiration ou sa révocation;
- Les données du registre sont partagées avec la Société de l'assurance automobile du Québec dans un délai de 3 jours suivant leur inscription;
- Le registre doit être tenu sur support technologique. Il doit être disponible en tout temps à l'établissement du responsable du lieu.

5- Autres options

Puisque la raison d'être de l'intervention est la mise en œuvre d'un pouvoir réglementaire octroyé au gouvernement, seule une modification réglementaire permet l'atteinte des objectifs poursuivis. Aucune autre option n'a donc pu être envisagée.

6- Évaluation intégrée des incidences

La mesure proposée offre un outil permettant une vérification diligente du respect de l'article 61.1 LTRPA par les inspecteurs et enquêteurs chargés de l'application de cette loi. Ils seront en mesure d'intervenir plus efficacement en présence de chauffeurs qualifiés non autorisés par le responsable d'un lieu visé par règlement de la ministre, grâce aux modalités uniformes de tenue du registre et d'accès aux renseignements qui y sont contenus.

La mesure proposée facilitera également l'administration de la preuve d'une infraction à l'article 61.1 LTRPA par le Bureau des infractions et amendes du ministère de la Justice.

Globalement, cette mesure aura des bénéfices pour la sécurité de la clientèle et de la clientèle potentielle du transport rémunéré de personnes par automobile dans les lieux à être désignés par règlement de la ministre des Transports et de la Mobilité durable, lesquels peuvent se trouver n'importe où au Québec. Elle ne crée aucun bénéfice ni manque à gagner pour les entreprises du Québec.

7- Consultation entre les ministères et avec d'autres parties prenantes

Des rencontres ciblées ont été tenues entre le ministère des Transports et de la Mobilité durable, la Société de l'assurance automobile du Québec et Aéroports de Montréal dans le cadre de l'élaboration des règlements visés à l'article 61.1 LTRPA.

Les membres de la Table de concertation nationale du transport rémunéré de personnes par automobile ont été informés de la mesure en élaboration.

8- Mise en œuvre, suivi et évaluation

En vertu de l'article 56.6, du projet de loi n° 7, sanctionné le 31 mai 2023, à titre de premier règlement pris en vertu de l'article 61.1 de la LTRPA, les dispositions du projet de règlement proposé pourront entrer en vigueur à la suite d'une prépublication de 20 jours à la Gazette officielle du Québec, et 5 jours suivant sa publication en vue d'être édictés.

La mesure proposée est étroitement liée à l'introduction d'un pouvoir de la ministre d'édicter un règlement identifiant les lieux où une autorisation du responsable de l'endroit est requise pour offrir des courses de transport rémunéré de personne par automobile en vertu de

l'article 61.1 de LTRPA. À cet effet, un règlement de la ministre désignant l'Aéroport Pierre-Elliott-Trudeau a publié à la Gazette officielle du Québec pour commentaires.

Des analyses seront faites dans un second temps afin de déterminer d'autres lieux qui devraient être ainsi désignés.

9- Implications financières

Les modifications proposées ne comportent aucune implication financière pour le gouvernement.

10- Analyse comparative

Les dispositions de la LTRPA et de ses règlements d'application ont un caractère strictement local.